



# BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

.....

Avis n°13-134680 publié le 24/07/2013 - BOAMP n°141B, Annonce n°107

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <http://www.boamp.fr/avis/detail/13-134680/officiel>

*Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :* Ministère culture et communication.

Correspondant : Mme Françoise TOTH, Ministère de la culture et de la communication, 182, rue Saint Honoré 182, rue Saint Honoré 75033 Paris Cedex 01 tél. : 01-40-15-80-00 courriel :

[mission-achats.sg@culture.gouv.fr](mailto:mission-achats.sg@culture.gouv.fr) adresse internet : <http://www.culture.gouv.fr/>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

*Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :* Services généraux des administrations publiques.

**Objet du marché : la présente consultation a pour objet la réalisation d'une étude sur le métier de photographe, visant à connaître l'ensemble des conditions actuelles d'exercice de ce métier, quels que soient les modes d'exercice et les secteurs d'activité investis.**

*Catégorie de services :* 10.

*C.P.V. - Objet principal :* 79311000.

*Lieu d'exécution :* 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 01.

*Code NUTS :* øFR101ø.

L'avis implique un marché public.

*Caractéristiques principales :*

l'étude combinera les approches quantitative et qualitative afin de produire une analyse sur l'ensemble des conditions d'exercice du métier de photographe, voir le cahier des clauses particulières. Le marché prend effet à la date de notification et prend fin à l'issue de la validation de l'intégralité des livrables du marché. Le marché prend effet à la date de notification et prend fin à l'issue de la validation de l'intégralité des livrables du marché. Le délai maximal fixé par le pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché est de douze (12) mois. Toutefois le délai qui s'applique est celui fixé par le candidat dans son acte d'engagement

Refus des variantes.

*La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC :* non.

Le présent avis correspond à un avis périodique constituant une mise en concurrence.

Prestations divisées en lots : non.

*Durée du marché ou délai d'exécution :* 12 mois à compter de la notification du marché.

*Cautionnement et garanties exigés :* il n'est exigé aucun cautionnement.

*Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :*  
la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme du Secrétariat général - service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation.

*Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :* en cas de groupement d'entreprises, le marché ne pourra être attribué qu'à un groupement solidaire.

*L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières :* non.

*Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature :* français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

*Conditions de participation :*

La prestation n'est pas réservée à une profession particulière.

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation.

*Marché réservé :* non.

*Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :*

*Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :*

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

*Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :*

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : [http://www.economie.gouv.fr/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/daj\\_dc.htm](http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm)) ;
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : [http://www.economie.gouv.fr/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/daj\\_dc.htm](http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm)) ;
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

*Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre :*

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail ;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus ;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

*Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier : non.*

*Critères d'attribution :*

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- la valeur techniques de l'offre (compréhension de la problématique et des enjeux de l'étude pour le ministère, pertinence méthodologique (articulation des 2 phases d'enquête, argumentaire sur les modalités de passation du questionnaire quantitatif et sur la réalisation de l'enquête qualitative), équipe mobilisée (taille, profil, expérience dans le domaine de l'emploi et/ou du domaine culturel)) : 60 % ;
- prix : 30 % ;
- délais: adéquation de la méthode proposée et de l'équipe mobilisée au délai imparti : 10 %.

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

*Type de procédure* : procédure adaptée.

*Date limite de réception des offres* : 6 septembre 2013, à 17 heures.

*Délai minimum de validité des offres* : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

*Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur/l'entité adjudicatrice* :  
SCPCI\_2013\_53.

*Renseignements complémentaires* : au terme de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les candidats, notamment il pourra leur être demandé d'améliorer, de compléter leur offre ou de réviser leur prix.

*Date d'envoi du présent avis à la publication* : 22 juillet 2013.

*Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés* :  
Ministère de la culture et de la communication Secrétariat général Département de la programmation et des moyens.

Correspondant : M. Farook MOHAMED-CASSIM, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 01, tél. : 01-40-15-79-32, adresse internet :

<https://www.marches->

[publics.gouv.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=126567&orgAcron](https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=126567&orgAcron)

*Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus* :  
Ministère de la culture et de la communication Secrétariat général Département de la programmation et des moyens.

Correspondant : M. Farook MOHAMED-CASSIM, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 01, tél. : 01-40-15-79-32, courriel : [farook.mohamed-cassim@culture.gouv.fr](mailto:farook.mohamed-cassim@culture.gouv.fr).

*Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus* : Ministère de la culture et de la communication Secrétariat général Service des affaires financières et générales Mission achats.

Correspondant : Mme Françoise TOTH, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 01, tél. : 01-40-15-80-00, courriel : [mission-achats.sg@culture.gouv.fr](mailto:mission-achats.sg@culture.gouv.fr), adresse internet :

<https://www.marches->

[publics.gouv.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=126567&orgAcron](https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=126567&orgAcron)

*Instance chargée des procédures de recours* : Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04 tél. : 01-44-59-44-00 courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr) télécopieur : 01-44-59-46-46.

*Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours* :



# BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04 tél. : 01-44-59-44-00 courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr) télécopieur : 01-44-59-46-46.